

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 10/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils

1080 chemin des Cartes
38390 Porcieu-Amblagnieu

Références : -
Code AIOT : 0006600656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils implanté lieu dit Lascans NORD 30170 Pompignan. L'inspection a été annoncée le 05/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES CARRIERES DE POMPIGNAN R.CRES & Fils
- lieu dit Lascans NORD 30170 Pompignan
- Code AIOT : 0006600656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert ; il s'agit d'une carrière de pierre de taille.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.1.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Objectifs généraux	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.1.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	CONSISTANCE S DES INSTALLATIONS AUTORISEES	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 1.3.3	Sans objet
3	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.5.2	Sans objet
4	Origine des approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'équiper de bacs de rétention pour le stockage des différents produits, il doit également faire évacuer la cuve de GPL qui n'est plus utilisée sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONSISTANCES DES INSTALLATIONS AUTORISEES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 1.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Ngf
Prescription contrôlée : Les caractéristiques du gisement sont les suivantes:

<ul style="list-style-type: none"> • une cote minimale d'extraction située à 183m NGF • une épaisseur d'extraction maximale de 20 m NGF
Constats : La côte minimale d'extraction est respectée, le site présente un seul front qui fait moins de 20 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la Mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'arrêté préfectoral affiché à l'entrée de la carrière n'est pas le bon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met à jour le panneau à l'entrée de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Plans
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : les plans tenus à jour
Constats : L'inspection a pu consulter un plan à jour datant du 6 novembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Origine des approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'eau utilisée pour le débitage de la pierre est recyclée dans une station de décantation et filtration [...] Les boues solidifiées grâce au filtre-presse sont récupérées pour des usages agricoles et l'eau claire est réinjectée dans le circuit.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un forage et d'une station de décantation et filtration. L'exploitant déclare donner les boues solidifiées aux agriculteurs du secteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Objectifs généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.1.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : L'inspection a constaté que les produits stockés sur le site ne sont pas sur bacs de rétention. L'inspection a constaté la présence d'une cuve de GPL qui n'est plus utilisée mais encore a moitié pleine.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'équipe de bacs de rétention, met en sécurité et fait évacuer la cuve de GPL qui n'est plus utilisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois